



Communiqué de presse

Vendredi 13 septembre 2019

Lutte contre le virus du sida : l'accès aux droits et aux soins pour les personnes migrantes, une priorité

À l'occasion de la Convention Nationale de Sidaction, en présence du Défenseur des droits Jacques Toubon, Anne Hidalgo, Maire de Paris et le Pr. Françoise Barré-Sinoussi, présidente de Sidaction et prix Nobel de médecine 2008, rappellent la nécessité de garantir l'accès aux droits et aux soins des personnes migrantes. Leur prise en charge est, plus que jamais, un enjeu de santé publique dans la lutte contre le virus du sida.

Parmi les 6400 découvertes de séropositivité en France, près d'un tiers concernent des personnes nées en Afrique subsaharienne. Une partie d'entre elles sont infectées par le VIH sur le parcours migratoire durant lequel elles vivent des agressions et des abus sexuels. En revanche, une grande partie d'entre elles sont infectées à leur arrivée en France, confrontées à une extrême précarité.

Elles font face à de nombreux obstacles qui les maintiennent dans cette situation et les éloignent des soins : impossibilité de prendre des rendez-vous ou demandes abusives dans certaines préfectures pour accéder au droit de séjour pour soins, multiplication des conditions d'accès à l'Aide médicale d'État (AME), difficultés d'accès à la domiciliation.

« Un lien évident existe entre la précarité socio-économique dans laquelle se trouvent les migrants en arrivant à Paris et le risque de contamination au VIH. Nous devons poursuivre nos actions auprès des personnes migrantes, qu'elles soient séronégatives mais particulièrement exposées ou déjà séropositives mais faisant face à un parcours du combattant pour rester en bonne santé et gérer leur séropositivité au quotidien » rappelle Anne Hidalgo.

« Face aux facteurs structurels qui pèsent, souvent de façon durable, sur l'installation des migrants les plus précarisés en France et accroissent leurs risques d'être infectés par le VIH une fois sur place, les dispositifs tels que AME sont cruciaux. Une limitation de ce dispositif sera dramatique pour la santé publique. La lutte contre le virus du sida passe par la réduction des inégalités de santé » souligne le Professeur Françoise Barré-Sinoussi, présidente de Sidaction.

Des politiques publiques adaptées, des moyens pour les mettre en œuvre et le renforcement des actions communautaires doivent être promus pour protéger les populations fragilisées et ainsi réduire le nombre de nouvelles infections.

Contacts presse :

Aurélié Defretin - 06 73 21 63 97 – a.defretin@sidaction.org

Gisèle Chidiac 01.42.76.49.61 - presse@paris.fr